

Vega réclame la fin de la chasse aux chômeurs et revendique la semaine de 32h !

Communiqué de presse, dimanche 9 mars 2014.

Ce lundi 10 mars, les organisations syndicales organisent une journée d'actions à Bruxelles, en Flandre et en Wallonie pour dénoncer la chasse aux chômeurs organisée par le gouvernement Di Rupo. VEGA se déclare solidaire de cette journée d'actions et réclame le retrait de la réforme injuste et discriminatoire mise en œuvre par le gouvernement, qui prend le prétexte de la crise économique et de l'austérité pour précariser encore davantage les victimes de cette crise. Avec la conséquence terrible que l'on sait : l'exclusion du chômage de plus de 50.000 personnes le 1^{er} janvier 2015.

VEGA dénonce le renforcement des procédures de contrôle et d'exclusion, les réductions des allocations et la limitation à trois ans du bénéfice du droit aux allocations de chômage octroyées sur base des études (les allocations d'insertion). Avec la dégressivité accrue, certains chefs de ménage ont déjà vu leurs allocations baisser de près de 12% et des isolés ont perdu plus de 17% de leurs revenus! Avec la limitation dans le temps des allocations d'insertion, ce sont plus de 50.000 chômeurs qui seront exclus au 1^{er} janvier 2015 s'ils ne parviennent pas à trouver un emploi. En outre, l'exclusion frappera d'abord les femmes (64% des exclusions !) et les régions déjà les plus fragiles. Elle plongera enfin de nombreuses communes dans des difficultés financières encore plus importantes.

VEGA dénonce cette folie collective qui consiste à appauvrir des milliers de personnes et de familles, coupables de ne pas trouver des emplois qui n'existent pas. L'exclusion massive des chômeurs/ses et la diminution des allocations ne créeront pas plus d'emplois, mais plus de pauvres. Elle renforcera encore un peu plus la pression sur les salaires et les conditions de vie de l'ensemble du monde du travail.

Il faut au contraire relever les allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté, et assouplir les conditions d'octroi des allocations de chômage. Le droit au chômage doit dans un premier temps être conditionné à la seule obligation d'accepter une proposition d'emploi convenable et qui soit utile et sain pour la collectivité et l'environnement.

VEGA s'insurge contre l'exclusion permanente de près d'un million de personnes de l'accès à l'emploi, et ne peut admettre l'inaction – voire la résignation – de la classe politique face à cette cruelle réalité. Il est temps d'essayer autre chose que les vieilles recettes libérales. **VEGA propose de réduire l'emprise du travail marchand sur nos vies, de partager le temps de travail et de mettre en place la semaine de 4 jours : 32 heures de travail par semaine, sans réduction de salaire et avec embauche compensatoire.**